
COMMUNIQUE DE PRESSE

[Sondage Ifop pour la CGB]
« Les Français, l'agriculture et la souveraineté alimentaire et énergétique »

Les Français plébiscitent la souveraineté alimentaire et énergétique de la France

A l'occasion de la table ronde « la betterave : une culture essentielle pour la souveraineté alimentaire et énergétique de la France », organisée pour son assemblée générale du 8 décembre à la Maison de la Chimie à Paris, la CGB a dévoilé les résultats d'un sondage de l'Ifop sur le thème « Les Français, l'agriculture et la souveraineté alimentaire et énergétique ». Dans le contexte actuel d'incertitudes et d'inflation, la souveraineté alimentaire et énergétique de la France apparaît clairement comme une priorité.

Alors que la guerre en Ukraine se prolonge sur fond de crises sanitaire (covid-19), économique (inflation) et sociale (grèves), rythmées par des restrictions ou des pénuries de produits alimentaires ou de carburants, la peur de manquer de certaines denrées s'invite dans le quotidien des Français et modifie leurs habitudes.

Dans ce contexte, il est apparu important pour la CGB, le syndicat des betteraviers français, de remettre en évidence la contribution majeure de l'agriculture aux enjeux de souveraineté et d'indépendance. On a pu constater, depuis la crise sanitaire en 2020, l'engouement grandissant des consommateurs pour le *Made in France* et l'importance d'être moins dépendant d'autres pays. « *Il y a une vraie rupture depuis le covid, accentuée depuis la guerre en Ukraine, on constate réellement un bouleversement dans le comportement des français, avec de réelles craintes de pénuries. L'abondance n'est plus à l'ordre du jour* » a déclaré Jérôme Fourquet, Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'IFOP qui a piloté cette enquête.

L'agriculture : un levier central pour répondre aux besoins alimentaires et énergétiques des Français

Cette enquête est révélatrice des attentes de la société et montre d'une manière générale que :

- **La souveraineté alimentaire et énergétique doit être une priorité pour 82% des Français** (dont 37% « oui, tout à fait » et 45% « oui plutôt »).
- **L'agriculture française et européenne peut répondre à la fois aux besoins alimentaires et aux besoins énergétiques de la population pour 61% des Français** (dont 40% de oui probablement).
- **Les attentes à l'égard de l'agriculture française sont nombreuses : elle doit assurer en premier lieu la souveraineté alimentaire et énergétique de la France** (pour 25%), permettre aussi aux **producteurs de recevoir une rémunération convenable** (17%) mais aussi **préserver le pouvoir d'achat** en proposant des produits agricoles à prix abordables (14%), les préoccupations écologiques arrivant en quatrième et cinquième rang.

« Les Français disent clairement à travers ces réponses qu'ils ont pleinement confiance en l'agriculture pour répondre aux besoins alimentaires et énergétiques de notre pays » constate Jérôme Fourquet.

La production de sucre et de bioéthanol : le made in France plébiscité

Si l'on se penche plus précisément sur la betterave sucrière, si une majorité de Français identifie bien qu'elle est destinée à produire du sucre (pour 68%), ils sont un peu moins au fait des autres débouchés comme le biocarburant (pour 32%) ou l'alimentation du bétail (pour 27%). Il est très intéressant de constater que la betterave sucrière a un vrai rôle à jouer dans la souveraineté **alimentaire et énergétique avec l'utilisation** des produits du quotidien qui en sont issus :

- **90% des Français sont favorables au maintien de l'industrie sucrière sur le territoire** afin de produire son propre sucre et éviter les importations (dont 55% de « Oui, tout à fait »).
- **84% des Français sont favorables au fait que l'agriculture française continue à produire des biocarburants à l'avenir** (dont 47% de « Oui, tout à fait »).

«Les incertitudes quant au prix et à l'approvisionnement énergétique et alimentaire redonnent toute sa valeur et son sens à la production locale, en particulier celle de sucre et de bioéthanol» relève Jérôme Fourquet.

Néonicotinoïdes : des Français pragmatiques sur un sujet qui divise

Enfin, le sujet des néonicotinoïdes ayant fait débat en 2020 et restant au cœur de l'actualité de la betterave sucrière, la CGB a voulu sonder l'opinion sur une éventuelle reconduction de l'autorisation (pour 3 ans) d'utiliser des néonicotinoïdes en production de betteraves. On constate que **46% des Français sont favorables** (dont 31% de « plutôt favorables ») à **« la reconduction de cette utilisation dans l'attente d'une autre solution, comme c'est le cas dans d'autres pays européens »** tandis que 36% s'y déclarent opposés (dont 21% « de plutôt opposés »). Cette tendance témoigne du bon sens d'une légère majorité des sondés, qui semble en phase avec la ligne de la CGB « pas d'interdiction sans solution ».

« Face à la problématique complexe des néonicotinoïdes et au regard des enjeux en balance, un Français sur cinq ne se positionne pas, un tiers se déclare opposé mais une majorité relative se positionne favorablement » conclut Jérôme Fourquet.

« Ce sondage met en relief l'attachement des Français à nos filières agricoles. Dans un contexte géopolitique complexe, il était important de montrer que la filière betterave en particulier est perçue comme stratégique pour la France puisqu'elle contribue, via ses débouchés, à sa souveraineté et à son autonomie à trois niveaux : alimentaire (avec le sucre ou l'alcool), énergétique grâce au bioéthanol qui permet de faire rouler les français plus vert et moins cher, mais aussi sanitaire grâce à la fabrication à grande échelle de gel hydroalcoolique depuis la crise Covid » a conclu Franck Sander, Président de la CGB.

Méthodologie de l'enquête :

La CGB a mandaté l'Ifop pour réaliser ce sondage auprès d'un échantillon global de 1013 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interviewé(e)) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 19 octobre 2022.